

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.253/2
DU 1^{er} JUIN 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, le 7 mai 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe IV", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1.1. Aux termes de l'article 2, en projet, l'appareil automatique

"(...) ne peut permettre l'accès au jeu que pour des joueurs âgés de 18 ans au moins. La vérification doit se faire sur la base du contrôle des données reprises sur la carte d'identité du joueur.

Si le joueur ne dispose pas d'une carte d'identité électronique, l'exploitant peut mettre l'appareil en marche au moyen d'une carte exploitant après vérification de l'âge du joueur potentiel".

Cette disposition est rédigée de manière ambiguë.

.../...

L'alinéa 1^{er} laisse à penser que l'appareil automatique pourrait être mis en marche une fois les données reprises sur la carte d'identité contrôlées par l'exploitant de manière à n'autoriser le joueur à accéder au jeu que pour autant qu'il soit âgé de 18 ans, ce contrôle s'effectuant sur la base de la présentation de la carte d'identité.

L'alinéa 2 confère cependant à l'alinéa premier une autre lecture possible. En effet, aux termes de cet alinéa 2, si le joueur ne dispose pas d'une carte d'identité électronique, c'est l'exploitant qui, après avoir effectué le contrôle de l'âge du joueur, met en marche l'appareil automatique au moyen d'une carte exploitant. Ceci permet de supposer qu'il faut lire l'alinéa 1^{er} en façon telle que c'est au moyen de la carte d'identité électronique dont le joueur est détenteur que l'appareil sera mis en marche.

1.2. Si la seconde lecture correspond à l'intention de l'auteur du projet, la disposition doit être fondamentalement revue de manière à exclure la possibilité d'une telle lecture. La loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ne donne en effet au Roi aucune habilitation Lui permettant de régler l'utilisation de la carte d'identité électronique comme moyen de mise en marche de l'appareil automatique et ce, d'autant plus que le contrôle des conditions d'accès à celui-ci se ferait par le biais non des données mentionnées sur la carte d'identité électronique et donc visibles à l'œil nu à la présentation mais bien plutôt de celles qui figurent sur la carte à puce et qui ne sont donc lisibles qu'électroniquement.

D'ailleurs, à supposer qu'une telle habilitation au Roi lui serait ménagée par le législateur, il ne suffirait pas, comme le font les articles 3 à 9 de l'arrêté en projet, de prévoir les modalités de fonctionnement des appareils automatiques et leur emplacement. Compte tenu entre autres de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, l'arrêté en projet devrait également comporter des règles qui :

- déterminent les données précises contenues sur la carte d'identité électronique auxquelles le système informatisé de l'appareil automatique lui-même et du circuit dans lequel cet appareil serait le cas échéant intégré, aura accès, de même que les modalités éventuelles de traitement et de conservation de ces données;

- assurent la sécurisation des données ainsi accessibles notamment de manière à garantir le respect de la vie privée du titulaire de la carte.

En outre, un tel arrêté devrait être soumis, conformément à l'article 6, § 4, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, tel que modifié par l'article 11, 7/, de la loi du 15 mai 2007, à l'avis du comité sectoriel du Registre national visé à l'article 15 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

1.3. Si la première lecture doit être privilégiée, la disposition de l'article 2 pose problème dans la mesure où l'article 54, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 7 mai 1999 précitée interdit la pratique des jeux de hasard dans les établissements de jeux de hasard de classe IV aux mineurs. C'est donc par rapport à ce critère de l'état de minorité du joueur potentiel que le contrôle de l'exploitant doit être effectué, qui, en fonction du statut personnel de ce joueur, peut varier en fonction de sa nationalité et donc ne pas correspondre à l'âge de 18 ans.

Dans l'hypothèse où le titulaire de la carte d'identité est belge, l'exploitant devra également, sur présentation de la carte d'identité, contrôler si son titulaire est ou non placé sous le statut de minorité prolongée ⁽¹⁾ afin de lui interdire en conséquence l'accès à un appareil automatique.

Par ailleurs, un dispositif particulier devra être prévu afin de permettre à l'exploitant de contrôler l'état de minorité du joueur potentiel au regard des règles régissant son statut personnel si celui-ci est ressortissant d'un autre État que la Belgique et que cette mention n'est pas reprise sur sa carte d'identité ou tout autre document qui serait présenté à l'exploitant.

⁽¹⁾ Cette donnée doit apparaître sur la carte d'identité conformément à l'article 487sexies du Code civil et à l'arrêté ministériel du 26 mars 2003 déterminant le modèle du document de base en vue de la réalisation de la carte d'identité électronique.

2. Le projet d'arrêté royal examiné exécute l'article 43/4 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs inséré par l'article 23 de la loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard. Selon son article 61, la loi du 10 janvier 2010 précitée entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011, le Roi pouvant cependant "fixer une date d'entrée en vigueur antérieure [...] pour chacune des dispositions de la présente loi". Le Conseil d'État n'a pas connaissance d'un arrêté royal ou d'un projet d'arrêté royal ⁽²⁾ qui aurait pour objet de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

Les auteurs du projet doivent dès lors être attentifs au fait que la loi qui lui procure un fondement légal entrera en vigueur en principe seulement le 1^{er} janvier 2011. Il y a donc lieu de revoir le texte en projet en le faisant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2011 ou de faire entrer en vigueur au moins simultanément la disposition de la loi du 10 janvier 2010 dont il constitue une mesure d'exécution.

3. C'est donc sous réserve de ces observations importantes que les observations particulières qui suivent sont formulées.

Observations particulières

Dispositif

Article 6

À l'article 6, b), dernier alinéa, il y a lieu d'omettre les mots "Toutefois, pour éviter d'atteindre des possibilités de mises inacceptables".

⁽²⁾ La section de législation considère comme réglementaires les arrêtés qui fixent la date d'entrée en vigueur d'un texte législatif. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 247.

En effet, un acte normatif énonce des dispositions obligatoires qui modifient l'ordre juridique existant et ne doit pas contenir le commentaire ou la justification de l'acte ou la disposition ⁽³⁾.

Article 7

1. Au point 1, l'exigence d'un système de surveillance manque de précision. Il y a lieu de préciser au moins ce qui doit être surveillé.

2. La directive 89/336/CEE a été abrogée par la directive 2004/108/CE du Parlement et du Conseil européen du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électro-magnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE.

Il y a lieu de tenir compte de la directive 2004/108/CE précitée mais le renvoi direct à ces directives n'est pas admissible : il convient en effet de mentionner les dispositions de droit interne qui en ont assuré la transposition.

3. L'usage des tirets est déconseillé car l'absence de numérotation rend difficile l'identification des subdivisions de l'énumération et augmente ainsi le risque d'erreurs ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 83.

⁽⁴⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 59.

Article 9

1. L'article 9 du projet examiné n'a pas un contenu semblable aux arrêtés royaux similaires pour les jeux de hasard dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de classe II ou III. Il est similaire à l'article 9 du projet d'arrêté royal relatif aux règles de fonctionnement des jeux de hasard automatiques dont l'exploitation est autorisée dans les jeux de hasard de classe II sur lequel la section de législation du Conseil d'État a donné l'avis 35.102/2, le 21 mars 2003. Les observations qui concernent cet article peuvent dès lors être faites au texte en projet, à savoir :

"Le préambule de l'arrêté en projet vise comme fondement légal, les articles 8 et 38, point 4), de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. Ces deux dispositions légales habilitent le Roi à fixer les règles de fonctionnement des jeux de hasard. Si les articles 1^{er} à 8 du projet ont trait à ces règles de fonctionnement, l'article 9 du projet est, quant à lui, consacré au contrôle exercé par la commission des jeux de hasard quant à la conformité des appareils de jeux de hasard aux exigences techniques définies par le projet.

Selon l'article 9 du projet, celui qui souhaite commercialiser des jeux de hasard autorisés dans les établissements de la classe II, peut adresser à la commission des jeux de hasard une demande d'«agrément provisoire». Interrogé sur le sens de cette disposition, le délégué du ministre a expliqué que la volonté est de permettre à certains fabricants de tester «sur le terrain» les appareils qu'ils ont conçus en les plaçant dans des établissements de jeux de hasard de la classe II pour une certaine durée.

Le fondement légal d'une telle disposition doit être recherché dans l'article 53, point 3), de la loi du 7 mai 1999, précitée, en vertu duquel le Roi détermine «les procédures de contrôle des jeux de hasard préalables à l'agrération», celle-ci étant prévue à l'article 52 de la même loi.

L'article 9 du projet doit, dès lors, plus clairement faire apparaître sa finalité et ne pas utiliser la notion d'«agrément provisoire», eu égard à l'article 52 de la loi précitée.

Le préambule doit, en conséquence, être complété par une référence à l'article 53, point 3), de la loi du 7 mai 1999, précitée".

2. La section de législation n'aperçoit pas pourquoi il n'est pas prévu, dans le projet examiné, que la demande d'agrément est adressée à la Commission des jeux de hasard accompagnée d'une déclaration sur l'honneur et de données statistiques comme cela est prévu pour les autres classes de licence.

Article 10

Il est renvoyé à l'observation générale 2.

Article 11

L'exécution de l'arrêté doit être assurée au-delà des changements de ministres.

Dès lors, il n'y a pas lieu d'écrire "la Ministre" mais "le ministre".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.253/2
VAN 1 JUNI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 7 mei 2010 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werkingsregels van de automatische kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse IV", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, haar bevoegdheid beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1.1. Luidens het ontworpen artikel 2 mag de automaat

"de toegang tot het spel enkel mogelijk maken voor spelers van ten minste 18 jaar. De verificatie moet gebeuren op grond van de controle van de gegevens vermeld op de identiteitskaart van de speler.

Indien de speler niet over een elektronische identiteitskaart beschikt, kan de uitbater het toestel in werking stellen door middel van een uitbaterskaart na verificatie van de leeftijd van de potentiële speler".

Deze bepaling is dubbelzinnig opgesteld.

Het eerste lid wekt de indruk dat de automaat in werking zou kunnen worden gesteld zodra de exploitant de op de identiteitskaart vermelde gegevens heeft gecontroleerd, om de speler pas te laten spelen als hij 18 jaar oud is, waarbij deze controle geschiedt op basis van het overleggen van de identiteitskaart.

Het tweede lid maakt echter een andere lezing van het eerste lid mogelijk. Naar luid van dit tweede lid is het immers de exploitant die, indien de speler niet over een elektronische identiteitskaart beschikt, na verificatie van de leeftijd van de speler de automaat in werking stelt door middel van een exploitantenkaart. Hierdoor kan ervan uit worden gegaan dat het eerste lid zo moet worden opgevat dat het toestel in werking wordt gesteld door middel van de elektronische identiteitskaart waarvan de speler houder is.

1.2. Indien de tweede lezing met de bedoeling van de steller van het ontwerp overeenstemt, moet de bepaling grondig worden herzien om de mogelijkheid van zo'n lezing uit te sluiten. De wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers machtigt de Koning immers niet om het gebruik van de elektronische identiteitskaart te regelen als middel om de automaat in werking te stellen, temeer daar de controle van de voorwaarden om tot die automaat toegang te hebben, niet zou geschieden door middel van de gegevens vermeld op de elektronische identiteitskaart die dus bij de overlegging met het blote oog zichtbaar zijn, maar veeleer door middel van de gegevens op de chipkaart en die dus alleen elektronisch leesbaar zijn.

Trouwens, gesteld dat de wetgever zou zorgen voor zo'n machtiging aan de Koning, het zou niet voldoende zijn, zoals in de artikelen 3 tot 9 van het ontworpen besluit wordt gedaan, om te voorzien in nadere regels voor de werkwijze van de automaten en de locatie ervan. Gelet op onder andere de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zou het ontworpen besluit eveneens regels moeten omvatten die :

- bepalen tot welke gegevens van de elektronische identiteitskaart het geïnformatiseerde systeem van de automaat zelf en van het circuit waarin dit toestel in voorkomend geval opgenomen zou worden, toegang zal hebben, alsmede de eventuele wijze van verwerking en bewaring van deze gegevens;

- de aldus toegankelijke gegevens beveiligen, inzonderheid zodat de eerbiediging van het privéleven van de houder van de kaart gewaarborgd wordt.

Bovendien zou een zodanig besluit om advies moeten worden voorgelegd aan het sectoraal comité van het Rijksregister bedoeld in artikel 15 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, overeenkomstig artikel 6, § 4, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, zoals gewijzigd bij artikel 11, 7/, van de wet van 15 mei 2007.

1.3. Indien aan de eerste lezing de voorkeur moet worden gegeven, doet artikel 2 een probleem rijzen in zoverre artikel 54, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 7 mei 1999 deelneming aan kansspelen in kansspelinrichtingen klasse IV verbiedt voor minderjarigen. Het is dus in het licht van dit criterium van de staat van minderjarigheid van de potentiële speler, dat de controle door de exploitant moet geschieden, die naargelang het personeels statuut van deze speler kan verschillen volgens diens nationaliteit en dus niet met de leeftijd van 18 jaar overeenstemmen.

In het geval dat de houder van de identiteitskaart Belg is, moet de exploitant eveneens, op vertoon van de identiteitskaart, controleren of de houder ervan al dan niet in staat van verlengde minderjarigheid verklaard is ⁽¹⁾ om hem dienovereenkomstig de toegang tot een automatisch toestel te verbieden.

Bovendien moeten er bijzondere bepalingen worden uitgevaardigd zodat de exploitant de staat van de minderjarigheid van de potentiële speler kan toetsen aan de bepalingen die zijn personeels statuut regelen, indien deze speler onderdaan is van een andere staat dan België en deze vermelding niet opgenomen is op zijn identiteitskaart of enig ander document dat aan de exploitant zou worden overgelegd.

⁽¹⁾ Dit gegeven moet op de identiteitskaart voorkomen overeenkomstig artikel 487sexies van het Burgerlijk Wetboek en het ministerieel besluit van 26 maart 2003 tot bepaling van het model van basisdocument met het oog op het opmaken van de elektronische identiteitskaart.

2. Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit verleent uitvoering aan artikel 43/4 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, dat is ingevoegd bij artikel 23 van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wetgeving inzake kansspelen. Artikel 61 van de voornoemde wet van 10 januari 2010 bepaalt dat deze wet in werking treedt op 1 januari 2011, maar dat "de Koning (...) voor iedere bepaling van deze wet een (vroegere) datum van inwerkingtreding bepalen" kan. De Raad van State is niet op de hoogte van het bestaan van een koninklijk besluit of van een ontwerp van koninklijk besluit ⁽²⁾ dat ertoe strekt een vroegere datum van inwerkingtreding te bepalen.

De stellers van het ontwerp moeten bijgevolg aandacht hebben voor het feit dat de wet die rechtsgrond eraan verleent, in principe pas op 1 januari 2011 in werking zal treden. De ontwerptekst dient dan ook te worden herzien, zodat hij in werking treedt op 1 januari 2011, ofwel dient de bepaling van de wet van 10 januari 2010 die bij de ontwerptekst ten uitvoer wordt gelegd op zijn minst gelijktijdig in werking te worden gesteld.

3. Het is dus onder voorbehoud van deze belangrijke opmerkingen dat de volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 6

In artikel 6, b), laatste lid, moeten de woorden "Evenwel, om uit te sluiten dat er onaanvaardbare inzetten mogelijk zouden zijn," vervallen.

⁽²⁾ De afdeling Wetgeving beschouwt besluiten die de datum van inwerkingtreding van een wetgevende tekst vaststellen als zijnde van reglementaire aard. Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling nr. 247.

Een regelgevende tekst bevat immers bindende bepalingen die de bestaande rechtsorde wijzigen en mag niet de commentaar op of rechtvaardiging van de tekst of de bepaling bevatten ⁽³⁾.

Artikel 7

1. In punt 1 is het vereiste van een toezichtstelsel niet duidelijk. Er moet op zijn minst worden verduidelijkt waarop moet worden toegezien.

2. Richtlijn 89/336/EEG is opgeheven bij richtlijn 2004/108/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 2004 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten inzake elektromagnetische compatibiliteit en tot intrekking van richtlijn 89/336/EEG.

Er moet rekening worden gehouden met de voornoemde richtlijn 2004/108/EEG, maar rechtstreeks naar deze richtlijnen verwijzen is niet aanvaardbaar : de internrechtelijke bepalingen die voor de omzetting ervan hebben gezorgd moeten immers worden vermeld.

3. Het gebruik van streepjes wordt afgeraden, daar het gebrek aan een nummering de identificatie van de onderdelen van de opsomming bemoeilijkt en aldus het risico op vergissingen verhoogt ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 83.

⁽⁴⁾ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 59.

Artikel 9

1. Artikel 9 van het onderzochte ontwerp heeft geen inhoud die vergelijkbaar is met die van soortgelijke koninklijke besluiten voor de kansspelen waarvan de exploitatie is toegestaan in de kansspelinrichtingen van klasse II of III. Het vertoont gelijkenis met artikel 9 van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de werking van de automatische kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen van klasse II, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 21 maart 2003 advies 35.102/2 heeft gegeven. De opmerkingen die op dat artikel betrekking hebben kunnen derhalve ook worden gemaakt over de ontworpen tekst, namelijk :

"In de aanhef van het ontworpen besluit worden de artikelen 8 en 38, punt 4, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers vermeld als rechtsgrond. Die twee wetsbepalingen machtigen de Koning om de regels voor de werking van de kansspelen te bepalen. De artikelen 1 tot 8 van het ontwerp hebben inderdaad betrekking op die werkingsregels, maar artikel 9 van het ontwerp van zijn kant gaat over de controle die de Kansspelcommissie uitoefent waarbij deze nagaat of de kansspelautomaten conform zijn aan de technische vereisten bepaald in het ontwerp.

Luidens artikel 9 van het ontwerp kan diegene die kansspelen in de handel wil brengen waarvan de exploitatie is toegestaan in de inrichtingen klasse II, een aanvraag om een «voorlopige toelating» richten aan de Kansspelcommissie. Op de vraag wat de strekking is van die bepaling, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het de bedoeling is sommige fabrikanten de mogelijkheid te bieden de toestellen die ze ontworpen hebben «in het veld» uit te proberen door ze voor een bepaalde periode in kansspelinrichtingen klasse II te installeren.

De rechtsgrond van zulk een bepaling moet gezocht worden in artikel 53, punt 3, van de genoemde wet van 7 mei 1999, krachtens welke de Koning «de procedures betreffende de controle van de kansspelen die aan de goedkeuring voorafgaan» bepaalt, welke goedkeuring voorgeschreven is in artikel 52 van dezelfde wet.

Het doel van artikel 9 van het ontwerp moet bijgevolg duidelijker worden weergegeven en het begrip «voorlopige toelating» moet daarin geweerd worden, gelet op artikel 52 van de genoemde wet.

De aanhef moet dan ook aangevuld worden met een verwijzing naar artikel 53, punt 3, van de genoemde wet van 7 mei 1999".

2. Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk waarom in het onderzochte ontwerp niet bepaald wordt dat de aanvraag om goedkeuring aan de Kansspelcommissie moet worden gericht, samen met een verklaring op erewoord en met statistische gegevens zoals dit voor de andere vergunningsklassen is bepaald.

Artikel 10

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

Artikel 11

De uitvoering van het besluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers heen.

Daarom schrijve men in de Franse lezing "le ministre" in plaats van "la Ministre".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS